

# Document

## Des banques US aidées pourraient racheter des actifs toxiques (08.04)

### **Reuters – 06.04**

Des banques américaines ayant profité de l'aide publique pour renforcer leur capital pourraient racheter le même type d'actifs toxiques qui les ont mises en difficulté, qui plus est avec le soutien de l'Etat.

On ne sait pas encore si les instances américaines de régulation vont empêcher les banques recevant une aide financée par le contribuable de participer en tant qu'acheteurs au Public-Private Investment Program (PPIP) de 1.000 milliards de dollars (742 millions d'euros), destiné à nettoyer les marchés du crédit et les bilans des banques.

Mais ce programme, financé pour l'essentiel par les pouvoirs publics, qui en supportent la plupart des risques, ouvre la porte à des rachats de titres et de prêts toxiques par des banques ou des investisseurs privés. Les établissements concernés par le plan d'aide Troubled Asset Relief Program (TARP) de 700 milliards de dollars pourraient ainsi y prendre part.

"Sans une régulation très stricte, il est très risqué de permettre aux banques d'acheter des actifs toxiques avec de l'argent public", estime Wayne Shaw, professeur à la Cox School of Business de la Southern Methodist University. "C'est un risque terrible".

John Mack, directeur général de Morgan Stanley, a déclaré lundi à des salariés que la banque pourrait acheter des actifs toxiques, les regrouper et les vendre à des investisseurs individuels, selon une source ayant requis l'anonymat.

Trois jours plus tôt, le directeur général de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, avait déclaré que sa banque pourrait rejoindre le PPIP en tant qu'investisseur. Morgan et Goldman ont toutes deux reçu 10 milliards de dollars du TARP.

Le Financial Times a rapporté vendredi que Citigroup et JPMorgan Chase, qui ont reçu à elles deux 70 milliards de dollars d'aide, pourraient aussi acquérir des actifs toxiques via le PPIP. Aucun de ces établissements n'a réagi au dossier.

Bank of America et Wells Fargo, deux autres bénéficiaires du TARP, n'ont pas commenté leurs projets.

### **NIVEAU D'ABSURDITÉ**

Les régulateurs américains pourraient être ouverts à une participation au nouveau programme des banques liées au TARP.

Sheila Bair, présidente de la Federal Deposit Insurance Corp, a dit en mars que "les banques saines pourront prendre part (au PPIP) côté investisseurs, évidemment pas pour les actifs précis cédés par ces établissements", lit-on sur le site de la FDIC, agence fédérale de garantie des dépôts bancaires.

Il y a cependant une réticence croissante à aider un secteur jugé dévoyé.

Spencer Bachus, chef de file républicain de la commission des services financiers de la Chambre des représentants, a présenté jeudi un projet de loi pour empêcher les bénéficiaires du TARP de "jouer" avec le PPIP.

Il a estimé que si les banques étaient "de mèche pour échanger des actifs à des prix gonflés, en utilisant les dollars des contribuables, le cycle de sauvetage atteindrait un nouveau niveau d'absurdité".

Ce représentant de l'Alabama n'est pas le seul à le penser.

"Le scénario suivant m'inquiète: vous et moi avons des actifs toxiques; Je vous en achète et vous m'en achetez et au bout du compte, on peut soupçonner que vous ayez en réalité racheté vos propres actifs", explique Lawrence White, professeur à Stern School of Business de la New York University.

Une nouvelle règle adoptée jeudi par le FASB, l'organisme chargé de fixer les normes comptables aux Etats-Unis, et donnant aux banques plus de souplesse dans l'évaluation de leurs actifs toxiques pourrait compliquer le dossier et réduire le montant d'actifs toxiques vendus.

"Certaines banques pourraient être moins enclines à participer aux transactions si leur estimation du prix de vente dépassait le prix pouvant en réalité être obtenu", fait valoir Dennis Beresford, professeur de comptabilité à l'University of Georgia in Athens et ancien président du FASB.

"Est-ce que je veux que Citigroup utilise le PPIP pour acheter davantage d'actifs toxiques au prix auquel d'autres institutions acceptent de les vendre?", s'interroge de son côté le professeur White. "Cela ne semble assurément pas le meilleur usage possible de l'argent de Citi. De nombreux acheteurs comme des fonds spéculatifs peuvent acquérir ces actifs et ils ne proposent pas nécessairement des prêts à la consommation, au commerce ou à l'industrie".